



LA 42^e SESSION DE L'ASSEMBLÉE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER
DU 10 AU 14 MARS 2025

LA 42^e SESSION DE L'ASSEMBLÉE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER





LA 42^e SESSION DE L'ASSEMBLÉE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER
DU 10 AU 14 MARS 2025



Du 10 au 14 mars dernier, j'ai eu l'immense honneur de présider la 42^e session de l'Assemblée des Français de l'Étranger. Cette session a été marquée par la présence continue de notre ministre délégué, Laurent Saint-Martin.

Le lundi, il a lancé les Assises de la protection sociale, à la demande du gouvernement et sous la conduite de la Commission des Affaires sociales de l'AFE. Ces travaux s'étendront sur sept mois, avec une conférence de consensus prévue le 10 octobre, en amont de notre 43^e session.

Le soir-même, les élus ont été conviés à un cocktail au Quai d'Orsay, occasion que j'ai saisie pour saluer notre engagement collectif et rappeler la pertinence de notre assemblée. J'y ai souligné l'urgence de déconstruire les stéréotypes qui entourent encore les Français de l'étranger...

Mardi, l'Assemblée, accompagnée de Laurent SAINT-MARTIN, s'est rendue à Nantes pour une visite de travail proposée par la directrice Carmona et validée en Bureau.

Cette journée a permis aux élus d'échanger avec l'ensemble des services qui font notre vie de Français de l'étranger. L'après-midi une séquence en plénière était organisée autour du parquet de Nantes et de la SDANF.

La semaine a été riche et dense, à la fois dans les commissions, en plénière et en marge de l'AFE. Parmi les séquences marquantes je citerais le « déjeuner budget » proposé par notre ministre délégué à la commission des Finances et au Bureau exécutif. En plénière, je citerais toutes les séquences en lien avec les assises de la protections sociale, filmées pour l'occasion et accessibles au public.



LA 42^e SESSION DE L'ASSEMBLÉE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER
DU 10 AU 14 MARS 2025

Je suis particulièrement honorée que l'AFE ait accueilli, le vendredi, la signature de l'accord de partenariat entre le Ministère des Affaires étrangères et la plateforme « Save You / The Sorority » en présence de Laurent SAINT-MARTIN et d'Aurore BERGE, Ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations et Priscilla ROUTIER, directrice générale de The Sorority Foundation.

En marge de l'assemblée, le Bureau de l'AFE et les présidents de commissions ont été auditionnés par le Groupe d'études « Statut, rôle et place des Français établis hors de France » du Sénat.

La Directrice Pauline CARMONA et ses équipes ont été présentes toute la semaine, en plénière et dans les commissions, dans un échange constant avec les élus.

J'adresse un remerciement particulier à notre secrétaire générale adjointe, Aurélie GREGORI et à Cassandra ROY et Rouba TIR pour le travail réalisé durant cette session.

Pour finir, j'adresse des remerciements appuyés à notre ministre délégué Laurent SAINT-MARTIN pour sa présence quasi constante lors de cette session et pour son écoute, sa disponibilité et sa réactivité.

Rendez-vous dès le 10 octobre pour la conférence de consensus des assises et dès le 13 octobre pour la 43^e session de l'Assemblée des Français de l'étranger !

LA PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER,
MADAME HÉLÈNE DEGRYSE



LA 42^e SESSION DE L'ASSEMBLÉE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER
DU 10 AU 14 MARS 2025

PRÉSENTATION DES TRAVAUX DE LA COMMISSION DES LOIS, RÈGLEMENTS ET AFFAIRES CONSULAIRES



Deux axes ont structuré les travaux de la commission des lois. La visite des services du MEAE à Nantes (Service central d'état Civil, France Consulaire, Centre des titres d'identité et de voyage, Institut de Formation aux Affaires Administratives et Consulaires) et la rencontre le Parquet de

Nantes et la Sous-Direction de l'accès à la nationalité Française ont permis des échanges instructifs, documentés dans le rapport de la Commission.

Par ailleurs, la Commission a traité la question des "Formulaires Cerfa" avec un rapport rédigé par J-F. Deluchey ; ce rapport met en exergue la nécessaire adaptation de ces formulaires aux spécificités des FdE. Deux résolutions ont été adoptées. Elles visent la révision des formulaires et sites administratifs pour les adapter aux Français résidant/nés à l'étranger d'une part, et la création d'un dispositif de veille au sein du comité interministériel pour la transformation publique d'autre part. Enfin, la Commission salue l'adoption unanime de la Charte des bonnes relations entre élu et administration, sur laquelle elle a travaillé plusieurs sessions durant.



LA 42^e SESSION DE L'ASSEMBLÉE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER
DU 10 AU 14 MARS 2025

PRÉSENTATION DES TRAVAUX DE LA COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR



Lors de la 42^e session de l'AFE, la Commission du Développement Durable et du Commerce Extérieur a présenté la 3^e édition du Prix du Développement Durable, dont la remise aura lieu en octobre 2025 au Quai d'Orsay.

Elle a aussi auditionné la Confédération des PME et le groupe d'expertise Transition Ecologique des Conseillers du Commerce Extérieur, reconnaissant leur rôle majeur dans le commerce extérieur et leurs critiques sur les dispositifs existants. La transition écologique et la traçabilité ESG ont été abordées, avec une réflexion sur leur importance dans les appels d'offres.

Un guide de conformité environnementale destiné aux entreprises exportatrices est en cours d'élaboration pour publication en octobre 2025.

La collaboration avec le CESE s'est renforcée grâce à des auditions et l'organisation d'un petit-déjeuner de travail lors de la prochaine session.

Au lendemain de la session de l'AFE la commission a également pris part aux Assises de la politique commerciale, réunissant élus et experts pour débattre des enjeux du commerce international.



LA 42^e SESSION DE L'ASSEMBLÉE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER
DU 10 AU 14 MARS 2025

PRÉSENTATION DES TRAVAUX DE LA COMMISSION DE SÉCURITÉ ET DES RISQUES SANITAIRES



Cette 42^{ème} session de l'Assemblée des Français de l'étranger a pu permettre des avancées concrètes pour nos compatriotes établis hors de France. Les agents sur place ont été de véritables facilitateurs dans l'avancée de nos travaux, qu'ils en soient remerciés.

Remerciement également pour notre ministre qui a, et c'est une première, sanctuarisée la semaine pour être à notre disposition.

La commission de la sécurité et des risques sanitaires a examiné des enjeux cruciaux pour la protection des Français à l'étranger, notamment face aux cyberattaques, qui ont augmenté de 30 % entre 2022 et 2023. Une résolution propose d'étendre le dispositif de plaintes en ligne aux infractions cyber.

Les ingérences étrangères, allant de l'espionnage aux cyberattaques, nécessitent un renforcement des mesures de protection, avec 47 recommandations déjà formulées par une commission d'enquête.

Le Centre de Crise et de Soutien joue un rôle clé dans la sécurité des compatriotes. Un guide pour prévenir les catastrophes est en préparation, et une sensibilisation des jeunes est encouragée.

Enfin, la création d'un fonds d'urgence pour intervenir rapidement lors de crises est impérative, afin de rassurer les Français à l'étranger qu'ils ne sont pas seuls face à l'adversité.



LA 42^e SESSION DE L'ASSEMBLÉE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER
DU 10 AU 14 MARS 2025

PRÉSENTATION DES TRAVAUX DE LA COMMISSION DES FINANCES, DU BUDGET DE LA FISCALITÉ



Nous avons procédé à un état des lieux des aides sociales et suivi les travaux des OLES avec l'Audition de Madame Carmona.

Ensuite, nous avons aussi auditionné la Cour des Comptes sur les services consulaires rendus aux Français établis hors

de France, mettant en lumière les défis persistants en matière d'accessibilité et d'efficacité.

La poursuite de la dématérialisation et le vote internet seront au cœur de cette amélioration.

Nous avons également eu un échange fructueux avec la commission Économie et Finances du CESE, afin d'approfondir notre compréhension de cette institution.

Sur le volet fiscalité, nous avons travaillé sur la situation spécifique des retraités français en Italie et en Thaïlande et sur les difficultés qu'ils rencontrent.

Par ailleurs, nous avons travaillé sur le coût des élections.

Concernant l'élaboration et l'exécution budgétaire du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, nous avons eu l'occasion d'échanger avec Alexandre Morois, directeur des affaires financières, sur les Programmes 105, 151 et 185. Nous nous réjouissons que malgré le contexte financier tendu 75 ETP supplémentaires soient déployés.



LA 42^e SESSION DE L'ASSEMBLÉE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER
DU 10 AU 14 MARS 2025

Nous avons aussi discuté des nouveautés fiscales et la préparation de la campagne 2025 pour les non-résidents avec la DINR.

Enfin nous avons échangé sur le budget de l'AEFE, garant de l'enseignement français à l'étranger qui est globalement en équilibre.

Nous avons également poursuivi nos réflexions avec le Ministre délégué, M. Laurent SAINT-MARTIN lors d'un déjeuner de travail consacré aux programmes budgétaires, permettant un dialogue approfondi sur les priorités et arbitrages financiers à venir.

En matière de résolutions, nous avons adopté les résolutions suivantes :

- La question de l'absence de note Achille
- La mauvaise imputation sur le programme 151 :
 - o Frais de transport des Français du Vanuatu
 - o Frais de contentieux concernant les visas.
- La situation préoccupante des retraités français en Italie
- Une résolution a été prise visant à renforcer les études d'impact sur les aides sociales.



PRÉSENTATION DES TRAVAUX DE LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES, DU MONDE COMBATTANT, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION



La dernière session de l'AFE a marqué le lancement officiel des Assises de la protection sociale des Français de l'étranger, avec la présentation du calendrier de travail et la confirmation du fort engagement du Ministre et de sa volonté d'associer pleinement les élus à cette

démarche.

La commission CASEAC a procédé à un état des lieux avec les principales administrations concernées (DFAE, AEFE, CFE) afin d'identifier les pistes d'amélioration des dispositifs existants. Elle a également auditionné la Cour des Comptes sur plusieurs volets structurels. Une attention particulière a été portée à la consultation nationale sur les retraites, en demandant une nouvelle fois à l'État que l'AFE soit associée aux consultations. La commission a voté deux résolutions majeures : l'une visant à encourager l'organisation de Conseils consulaires consacrés aux Assises, l'autre demandant une mission flash de la Cour des Comptes sur la CFE. Enfin, l'AFE a voté une résolution demandant à l'État de revenir sur la baisse généralisée de 5% des taux d'aides sociales à destination des Français de l'étranger.